

Sur la proposition du Ministre flamand des Travaux publics, de l'Aménagement du Territoire et des Affaires intérieures;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. la société : la société anonyme du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre;
2. les membres du personnel : les fonctionnaires nommés et les stagiaires de la société. Les stagiaires sont supposés avoir le grade lié à la fonction pour laquelle ils sont admis au stage;

Art. 2. Les membres du personnel sont transférés à leur requête de la société au Ministère de la Communauté flamande.

Art. 3. § 1^{er}. La notification de la possibilité de transfert se fait dans les trente jours calendriers après l'entrée en vigueur du présent arrêté, soit par un ordre de service transmis aux membres du personnel avec accusé de réception, soit éventuellement par lettre recommandée à la poste aux membres du personnel qui sont temporairement absents.

§ 2. L'ordre de service comprend :

- le délai et les modalités relatifs à l'introduction de la candidature;
- un exposé général sur le statut du personnel voulant être transféré au Ministère de la Communauté flamande.

§ 3. Pour être valable, la candidature doit répondre aux prescriptions de l'appel et elle doit être introduite dans les trente jours calendriers à compter à partir du premier jour ouvrable après la notification de l'ordre de service. La date du cachet de la poste fait foi de date d'introduction de la candidature.

Art. 4. Les membres du personnel sont transférés par un arrêté du Gouvernement flamand. Ils sont régis par le statut du personnel du ministère de la Communauté flamande.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1995.

Art. 6. Le Ministre flamand ayant les travaux publics dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} février 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Travaux publics,
de l'Aménagement du Territoire et des Affaires intérieures,

T. KELCHTERMANS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 95 — 406

[S.C — 29025]

22 DECEMBRE 1994. — Décret portant des mesures urgentes en matière d'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Au cours de l'année scolaire 1994-1995, les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre et officiel subventionnés des niveaux secondaire et supérieur ne pourront procéder à aucun engagement ou nomination à titre définitif dans un emploi vacant, s'ils sont tenus, par la réglementation relative à la mise en disponibilité et à la réaffectation, d'attribuer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge.

Les obligations des pouvoirs organisateurs en matière de réaffectation s'étendent à la reconduction des réaffectations effectuées avant l'année scolaire 1994-1995, soit d'initiative, soit sur désignation d'office des Commissions de réaffectation.

Le Gouvernement est habilité à régler les modalités de reconduction des réaffectations visées à l'alinéa 2.

Art. 2. Tout membre du personnel visé par les lois du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, du 1^{er} avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux, du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, ainsi que les membres du personnel contractuel des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, absent pour cause de maladie ou infirmité est soumis au contrôle de l'organisme spécialisé désigné par le Gouvernement de la Communauté française.

L'examen de contrôle est réalisé à l'initiative de l'organisme visé au paragraphe précédent, à la demande de l'administration compétente de la Communauté française ou à la demande du membre du personnel.

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil. — N° 176, n° 1. — Projet de décret, n° 2. — Rapport, n° 3. — Amendement.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 14 décembre 1994.

Art. 3. Sauf cas de force majeure dûment justifié, le membre du personnel, qui par suite de maladie ou d'infirmité, est empêché de se rendre à son travail, est tenu, dès le premier jour d'absence, d'en informer à son initiative et par la voie la plus rapide son chef d'établissement, directeur de centre ou supérieur hiérarchique.

Art. 4. Le membre du personnel qui prévoit que son incapacité de travail durera plus d'un jour doit se faire examiner à ses frais dans le courant de la première journée d'absence par un médecin de son choix, qui dresse immédiatement un certificat médical en utilisant exclusivement le formulaire dont le modèle est déterminé par le Gouvernement de la Communauté française. Il lui appartient d'être toujours en possession de ce formulaire et de faire renouveler sa provision en temps opportun.

Le chef d'établissement ou directeur de centre ou supérieur hiérarchique doit veiller à ce que les formulaires susvisés soient remis aux membres du personnel.

Art. 5. Le membre du personnel doit veiller à ce que son médecin traitant mentionne le nombre de jours de congé qu'il estime nécessaire et indique s'il est autorisé ou non à quitter son domicile. Le nom du médecin doit toujours être lisible.

Sauf cas de force majeure, dûment justifié, le membre du personnel qui est sous le couvert d'un certificat l'autorisant à se déplacer doit rester présent à son domicile ou résidence pendant les trois premiers jours de son absence. Toutefois, si le membre du personnel veut être dispensé de cette obligation, il doit prendre contact avec l'organisme de contrôle, à ses frais, et préalablement à tout autre déplacement.

Le premier jour de l'absence, le certificat fermé par le médecin traitant ou par l'agent doit être envoyé affranchi comme lettre par les soins du membre du personnel à l'organisme de contrôle.

Le membre du personnel doit reprendre son service dès que son état de santé le lui permet, même si le certificat du médecin traitant avait prévu une durée d'absence plus longue.

Toutefois, si le chef d'établissement, le directeur de centre ou le supérieur hiérarchique estime que la reprise anticipée du membre du personnel risque de compromettre le bon fonctionnement du service, il invite le membre du personnel à produire un certificat médical l'autorisant à reprendre ses fonctions.

La production de ce certificat médical implique le remboursement à charge du pouvoir organisateur, au tarif conventionné, de la partie des honoraires du médecin traitant non prise en charge par la mutuelle.

Le chef d'établissement, directeur de centre ou supérieur hiérarchique avertit immédiatement l'administration compétente de la Communauté française de la reprise de fonction du membre du personnel.

Si le membre du personnel se sent incapable de reprendre son service à l'expiration de l'absence prévue, il doit envoyer à l'organisme de contrôle un nouveau certificat médical la veille du jour où le congé expire et informer son chef d'établissement, directeur de centre ou supérieur hiérarchique de la prolongation. En l'absence d'information de la part du membre du personnel concerné, ce dernier est présumé prolonger son absence. Il appartient au chef d'établissement ou directeur de centre ou au supérieur hiérarchique de signaler la prolongation de l'absence à l'organisme de contrôle, dès le jour prévu pour la reprise.

Les membres du personnel qui se font soigner hors de leur résidence habituelle sont tenus de mentionner leur adresse temporaire sur le certificat médical. Tout changement d'adresse ultérieur devra être également signalé à l'organisme de contrôle.

Art. 6. Pendant les absences pour maladie ou infirmité, les séjours à l'étranger sont soumis à l'autorisation préalable de l'organisme de contrôle. Pour solliciter cette autorisation, les membres du personnel doivent d'initiative prendre contact avec l'organisme de contrôle du personnel, au moins une semaine avant la date prévue pour leur départ à l'étranger; ils produisent au médecin contrôleur une attestation de leur médecin traitant justifiant la proposition du séjour à l'étranger.

Art. 7. Le membre du personnel absent pour cause de maladie ou infirmité pour un seul et unique jour doit prévenir son chef d'établissement ou directeur de centre ou supérieur hiérarchique conformément à l'article 4 du présent décret et rester à son domicile ou à sa résidence à la disposition du médecin contrôleur. Le chef d'établissement, directeur de centre ou supérieur hiérarchique doit informer le jour même l'organisme de contrôle de cette absence au moyen d'une carte de service dont la formule est fixée par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 8. Sauf cas de force majeure dûment justifié, le membre du personnel malade, mis sous contrôle spontané est tenu de téléphoner à l'organisme de contrôle dès le premier jour d'absence avant 10 heures du matin. Cette obligation ne dispense pas le membre du personnel d'avertir son chef d'établissement ou directeur de centre ou supérieur hiérarchique et de faire couvrir son absence par un certificat médical établi conformément aux articles 5 et 6 du présent décret.

La mise sous contrôle spontané d'un membre du personnel est établie par l'administration compétente de la Communauté française, soit d'initiative, soit sur proposition du chef d'établissement ou directeur de centre ou supérieur hiérarchique.

La décision motivée de mise sous contrôle spontané est notifiée au membre du personnel concerné par l'administration compétente de la Communauté française, par lettre recommandée.

L'organisme de contrôle peut, d'initiative ou à la demande du membre du personnel, proposer à l'administration compétente de la Communauté française de lever la mesure de contrôle spontané.

Art. 9. Les examens de contrôle se font au domicile ou au lieu de résidence du membre du personnel malade. L'organisme de contrôle ne doit pas annoncer l'examen de contrôle.

Les membres du personnel autorisés à quitter leur domicile ou résidence peuvent être appelés par l'organisme de contrôle à se présenter pour un examen de contrôle.

Art. 10. Si le médecin contrôleur estime que l'absence pour cause de maladie ou infirmité est justifiée, il communique immédiatement sa décision à l'intéressé.

Si le médecin contrôleur estime qu'une absence n'est pas ou n'est plus médicalement justifiée, il ordonne la reprise d'activité du membre concerné, le jour ouvrable suivant sa décision.

Il invite l'intéressé à viser le document contenant sa décision dont le modèle est fixé par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 11. Sans préjudice du recours éventuel devant les juridictions de l'ordre judiciaire, lorsqu'un membre du personnel s'estime lésé par une décision du médecin contrôleur, ce dernier prend contact avec le médecin traitant du membre du personnel afin de provoquer une décision à l'amiable entre eux.

Art. 12. En cas de désaccord entre les deux médecins visés à l'article 11, un médecin expert est désigné de commun accord par l'organisme chargé du contrôle d'une part et par le médecin traitant du membre du personnel concerné ou son remplaçant d'autre part.

Le médecin expert ne peut en aucun cas être ou avoir été médecin contrôleur au service de l'organisme de contrôle.

Les examens médicaux d'expertise ont lieu au cabinet du médecin expert si le membre du personnel est en état de se déplacer.

Art. 13. L'expert examine le membre du personnel dans les deux jours ouvrables qui suivent le recours visé à l'article 12.

Le membre du personnel peut être accompagné de son médecin traitant ou de son remplaçant.

Le médecin traitant ou son remplaçant peut se faire représenter par un confrère délégué à cet effet.

A l'issue de l'examen, l'expert communique immédiatement et par écrit sa décision à l'intéressé.

Art. 14. Si le médecin expert considère que l'absence pour cause de maladie ou infirmité n'est pas ou n'est plus justifiée, le membre du personnel reprend ses fonctions le premier jour ouvrable qui suit la décision.

Art. 15. La procédure d'appel suspend la décision du médecin contrôleur.

Art. 16. Les honoraires du médecin expert, ainsi que ceux du médecin traitant ou de son remplaçant sont à charge de la partie perdante. En ce qui concerne le médecin traitant, il s'agit de la partie des honoraires au tarif conventionné non prise en charge par la mutuelle.

Art. 17. Tout recours devant les juridictions de l'ordre judiciaire suspend la décision du médecin contrôleur ou du médecin expert.

Art. 18. En cas de décision défavorable au membre du personnel, coulée en force de chose jugée, rendue par ladite juridiction, le membre du personnel est placé en disponibilité pour convenances personnelles pour la période à partir de la date de la fin de la maladie telle que fixée par la juridiction jusqu'à la date de reprise des fonctions s'il s'agit d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif.

Les autres membres du personnel sont considérés en absence non réglementairement justifiée et non rémunérée ou non subventionnée.

Art. 19. Les congés de maternité donnent lieu à l'introduction auprès de l'organisme de contrôle d'un certificat médical précisant la date probable de l'accouchement.

Ce certificat est fourni à titre purement informatif.

Art. 20. L'inobservance des dispositions des articles 2 à 19 du présent décret entraîne le caractère irrégulier de l'absence et la perte du droit au traitement ou à la subvention-traitement pour cette période d'absence.

Sauf cas de force majeure dûment justifié, tout membre du personnel non autorisé à quitter son domicile ou lieu de résidence, mais absent lors de la visite du médecin contrôleur, supporte les frais de déplacement de celui-ci selon le tarif en vigueur pour les médecins conventionnés. Ces frais lui seront réclamés par l'administration compétente de la Communauté française.

Art. 21. Le chef d'établissement, le directeur de centre ou le supérieur hiérarchique qui se trouverait dans le cas de connaître un abus en matière d'absence pour maladie ou infirmité est tenu de le signaler à l'administration compétente de la Communauté française dès le premier jour d'absence.

Art. 22. L'article 7 du décret du 27 décembre 1993 portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget est abrogé.

Art. 23. A l'article 20, § 5, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, il est apporté les modifications suivantes :

1° les mots « Des périodes-professeurs » sont remplacés par les mots « Vingt-quatre périodes-professeurs au maximum » ;

2° le paragraphe est complété par les alinéas suivants :

• Le transfert de périodes-professeurs visé à l'alinéa 1er cesse d'être facultatif dans le chef de l'établissement qui y a recouru pendant trois années scolaires consécutives pour créer une fonction supplémentaire d'éducateur ou d'assistant social à prestations complètes.

L'alinéa 2 cesse d'être applicable à la fonction d'assistant social lorsque le membre du personnel concerné est mis à la retraite, démissionne ou bénéficie d'un changement d'affectation ou d'une mutation.

Pour l'application des dispositions statutaires, il n'est en aucun cas opéré de distinction entre les éducateurs selon que la fonction qu'ils exercent est créée ou subventionnée en vertu de l'alinéa 2 ou en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur, à l'exception de l'enseignement universitaire modifié par l'arrêté royal n° 61 du 20 juillet 1982.

Aucune nomination ne peut être accordée à titre définitif dans un emploi à prestations incomplètes créé sur base de l'alinéa 1er. »

Art. 24. A l'article 22, § 1er, du même décret, les mots « le premier jour de classe du deuxième trimestre » sont remplacés par les mots « au plus tard le 15 janvier suivant ».

Art. 25. Les articles 14 et 14bis, de l'arrêté de l'Exécutif du 31 août 1992, exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice sont abrogés.

Art. 26. L'article 23 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 23. Lorsqu'il existe une différence positive ou négative de plus de 10 p.c. entre le nombre total d'élèves inscrits au 1er octobre et le nombre total d'élèves obtenu sur base des dispositions de l'article 22, le nombre total de périodes-professeurs est le résultat de la moyenne arithmétique du nombre total de périodes-professeurs obtenu sur base des dispositions de l'article 22 et du nombre total de périodes-professeurs obtenu sur base du nombre d'élèves inscrits le premier jour ouvrable qui suit le 1er octobre.

Pour l'application de l'alinéa précédent, l'écart de 10 p.c. est constaté par établissement pour l'enseignement de la Communauté et l'enseignement libre subventionné; par ensemble d'établissements organisés par le même pouvoir organisateur sur le territoire de la même commune pour l'enseignement subventionné officiel.

Même si le comptage établi au 1er octobre fait apparaître une différence de plus de 10 p.c., les périodes-professeurs organisables au mois de septembre sont fixées sur base du comptage effectué en application de l'article 22.

Les limites aux transferts de périodes fixées par l'article 20 sont calculées après correction des nombres intermédiaires dans la même proportion que la correction du nombre total de périodes-professeurs. »

Art. 27. L'article 8 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, remplacé par le décret du 19 juillet 1993 relatif aux fins de carrière dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cas de fusion entre établissements, le Gouvernement peut abaisser la limite d'âge fixée à l'alinéa 1er. »

Art. 28. L'article 10 du même arrêté, remplacé par le décret du 19 juillet 1993 est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cas de fusion entre établissements, le Gouvernement peut abaisser la limite d'âge fixée à l'alinéa 1er. »

Art. 29. L'article 10bis du même arrêté, remplacé par le décret du 19 juillet 1993 est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cas de fusion entre établissements, le Gouvernement peut abaisser la limite d'âge fixée à l'alinéa 1er. »

Art. 30. A l'article 10ter du même arrêté, remplacé par le décret du 19 juillet 1993, sont ajoutés les alinéas suivants :

« Le membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite visé à l'alinéa 1er est autorisé par le ministre ou son délégué, à exercer une occupation lucrative aux conditions et dans le respect des incompatibilités que le Gouvernement arrête.

Toutefois, cette occupation ne peut en aucun cas s'exercer dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ni dans les centres psycho-médico-sociaux. Le membre du personnel est tenu d'informer le ministre ou son délégué de toute modification de revenu susceptible d'entraîner une diminution ou une suppression de son traitement d'attente. »

Art. 31. Un article 7bis, libellé comme suit, est inséré dans le décret du 19 juillet 1993 précité :

« § 1er. Un article 10quinquies, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

Article 10quinquies : Les membres du personnel visé à l'article 7, en activité de service ou en disponibilité pour cause de maladie qui bénéficient des dispositions de l'article 10ter peuvent bénéficier à leur demande soit des dispositions de l'article 8, soit de celles de l'article 10, soit de celles de l'article 10bis, aux conditions fixées par ces articles.

Au membre du personnel visé par le présent article qui sollicite l'application de l'article 10 ou 10bis, il est accordé pendant toute la durée de sa mise en disponibilité un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente s'élevant à 75 p.c. du dernier traitement ou de la dernière subvention-traitement d'activité qu'il aurait perçue s'il avait continué à exercer ses prestations précédant sa mise en disponibilité à temps partiel jusqu'à la veille de l'application de l'article 10 ou 10bis.

Au membre du personnel visé par le présent article qui sollicite l'application de l'article 8, par dérogation à l'article 8, 4e alinéa, il y a lieu d'entendre par dernier traitement d'activité, le dernier traitement ou la dernière subvention-traitement d'activité qu'il aurait perçue s'il avait continué à exercer ses prestations précédant sa mise en disponibilité à temps partiel jusqu'à la veille de l'application de l'article 8. »

« § 2. Un article 10sexies, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

Article 10sexies : Les membres du personnel visés à l'article 7, nommés ou engagés à titre définitif ou dont la nomination est agréée là où cette agrégation existe à la fois en fonction principale et en fonction accessoire, peuvent seuls bénéficier d'une mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite par application des articles 8, 10 et 10bis du présent arrêté du chef de la fonction accessoire qu'ils exercent. »

Art. 32. Pour l'année scolaire 1994-1995, ne sont pas applicables :

1° l'article 13 de l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long;

2° l'article 17, § 5, de la loi du 18 février 1977 tel que modifié par l'article 17 de l'arrêté royal n° 460 précité.

Pour l'année scolaire 1994-1995, le remplacement d'une section d'enseignement supérieur de type court visé à l'article 14 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur ne peut se faire que pour des sections organisées par le pouvoir organisateur en 1993-1994, sur avis favorable du Conseil permanent de l'enseignement supérieur et après accord du Gouvernement.

Art. 33. A l'article 42, § 1er, 8°, du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les mots : « occuper un emploi qui ne doit plus être soumis à la réaffectation et à la remise au travail et » sont insérés avant les mots « compter une ancienneté... ».

Art. 34. A l'article 47, § 1er, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° sous le littéra 1°, les mots « Ne sont toutefois admissibles que les services rendus à partir de l'âge de 21 ans pour les fonctions de recrutement à conférer dans l'enseignement gardien et dans l'enseignement primaire, à partir de l'âge de 23 ans pour les fonctions de recrutement à conférer dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, et à partir de l'âge de 25 ans pour les fonctions de recrutement à conférer dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire » sont supprimés;

2° sous le littéra 2°, les mots « et les congés de maternité, d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse ou les congés exceptionnels accordés conformément à la réglementation en vigueur » sont insérés après le mot « Pâques ».

Art. 35. L'annexe 1 du décret organique du 21 décembre 1992 créant des fonds budgétaires et désignant ces fonds budgétaires figurant au budget-général des Dépenses de la Communauté française est adaptée comme suit, sous la rubrique « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation » en ce qui concerne l'objet des dépenses autorisées.

Point 6 : Dotation globale pour des dépenses de fonctionnement et de rémunérations.

Point 7 : Subventions pour des dépenses de fonctionnement et de rémunérations.

Point 8 : Subventions pour des dépenses de fonctionnement et de rémunérations.

Art. 36. A l'article 110, alinéa 2, du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les mots « pour avoir droit à la priorité visée à l'article 34, § 1er, 1° et 2° » sont supprimés.

Art. 37. L'article 16, § 2, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur est abrogé.

Art. 38. Le présent décret entre en vigueur le 1er juillet 1994 à l'exception des articles 2 à 21 qui entrent en vigueur le 1er janvier 1995 et des articles 24, 25, 26 et 30 qui entrent en vigueur le 1er octobre 1994.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié *au Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1994.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 95 — 406

[S-C — 29025]

22 DECEMBER 1994. — Decreet houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In de loop van het schooljaar 1994-1995 mogen de inrichtende machten van het vrij en het officieel gesubsidieerd onderwijs van het secundair en het hoger niveau tot geen aanwerving of vaste benoeming in een openstaande betrekking overgaan indien zij door de regeling betreffende de terbeschikkingstelling en de reffectatie ertoe gehouden zijn deze betrekking toe te kennen aan een personeelslid dat wegens ontstentenis van betrekking of wegens het gedeeltelijk verlies van zijn opdracht ter beschikking werd gesteld.

De verplichtingen van de inrichtende machten inzake de reffectatie omvatten het vernieuwen van de voor het schooljaar 1994-1995 uitgevoerde reffectaties, ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanstelling van ambtswege door de Reffectatiecommissies.

De Regering wordt ertoe gemachtigd de vernieuwingsvoorwaarden van de in lid 2 bedoelde reffectaties te regelen.

Art. 2. Elk personeelslid bedoeld bij de wetten d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, d.d. 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psychologisch-sociale centra, d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, d.d. 7 juli 1970 betreffende de structuur van het hoger onderwijs, en de contractuele personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinrichtingen, atwezig wegens ziekte of gebrekkigheid, zijn onderworpen aan het toezicht van het door de Franse Gemeenschap aangestelde gespecialiseerd orgaan.

Het toezichtsonderzoek wordt uitgevoerd op initiatief van het in het voorafgaande lid bedoelde orgaan, op vraag van het bevoegde bestuur van de Franse Gemeenschap of op vraag van het personeelslid.

Art. 3. Behalve bij behoorlijk gerechtvaardigde overmacht is het personeelslid dat zich, wegens ziekte of gebrekkigheid, niet naar zijn werk kan begeven, ertoe gehouden vanaf de eerste dag afwezigheid op eigen initiatief en langs de snelste weg zijn inrichtingshoofd, centrumdirecteur of hiërarchische meerdere te verwittigen.

Art. 4. Het personeelslid dat voorziet dat zijn arbeidsongeschiktheid meer dan één dag zal duren, moet zich in de loop van de eerste dag afwezigheid laten onderzoeken door een door hem gekozen geneesheer, die onmiddellijk een geneeskundig attest opstelt en te dien einde slechts het door de Franse Gemeenschap bepaalde modelformulier mag gebruiken. Het personeelslid moet altijd in het bezit zijn van dit formulier en zijn voorraad te gepaste tijde hernieuwen.

Het inrichtingshoofd, de centrumdirecteur of hiërarchische meerdere moet ervoor zorgen dat bovenvermelde formulieren aan de personeelsleden worden overhandigd.

Art. 5. Het personeelslid moet ervoor waken dat zijn huisdokter het aantal ziekteverlofdagen vermeldt die hij nodig acht en meedeelt of het zijn woonplaats al dan niet mag verlaten. De naam van de geneesheer moet altijd leesbaar zijn.

Behalve bij behoorlijk gerechtvaardigde overmacht moet het personeelslid wiens attest vermeldt dat hij zijn woonplaats mag verlaten, gedurende de eerste drie dagen afwezigheid aanwezig blijven op zijn woon- of verblijfplaats.

Indien het personeelslid van deze verplichting wil vrijgesteld worden, moet het op eigen kosten en vóór elke andere verplaatsing contact opnemen met het toezichtsorgaan.

Op de eerste dag afwezigheid moet het door de huisdokter of door het personeelslid gesloten attest, gefrankeerd als brief, naar het toezichtsorgaan worden opgestuurd.

Het personeelslid moet het werk hervatten zodra zijn gezondheidstoestand zulks toelaat, zelfs indien het attest van de huisdokter in een langere afwezigheidsduur voorzien had.

(1) Zitting 1994-1995.

Documenten van de Raad. — Nr. 176, nr. 1. — Ontwerp van decreet, nr. 2. — Verslag, nr. 3. — Amendement. Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 december 1994.

Indien het inrichtingshoofd, de centrumdirecteur of de hiërarchische meerdere van oordeel is dat de vervroegde werkhervatting van het personeelslid een risico inhoudt voor de goede gang van de dienst, verzoekt hij het personeelslid een geneeskundig attest voor te leggen waaruit blijkt dat het zijn ambt weer mag bekleden.

Het voorleggen van dit geneeskundig attest houdt de terugbetaling in, op kosten van de inrichtende macht en tegen het conventietarief, van het deel van de erelonen van de huisdokter dat niet ten laste van het ziekenfonds komt.

Het inrichtingshoofd, de centrumdirecteur of de hiërarchische meerdere verwittigt onmiddellijk het bevoegde bestuur van de Franse Gemeenschap dat het personeelslid het werk heeft hervat.

Indien het personeelslid zich niet in staat voelt om na afloop van de voorzienen afwezigheid het werk te hervatten, moet hij op de dag vóór het verstrijken van zijn ziekteverlof een nieuw geneeskundig attest naar het toezichtsorgaan sturen en zijn inrichtingshoofd, centrumdirecteur of hiërarchische meerdere verwittigen dat zijn ziekteverlof wordt verlengd. Bij gebrek aan inlichtingen vanwege het betrokken personeelslid wordt het geacht zijn ziekteverlof te verlengen. Het inrichtingshoofd, de centrumdirecteur of de hiërarchische meerdere moet het toezichtsorgaan meedelen dat de afwezigheid wordt verlengd vanaf de dag voorzien voor de werkhervatting.

De personeelsleden die zich buiten hun gewone woonplaats laten verzorgen, zijn ertoe gehouden op het geneeskundig attest hun tijdelijk adres te vermelden. Elke verdere adresverandering moet eveneens aan het toezichtsorgaan worden meegegeeld.

Art. 6. Gedurende de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid vereist elk verblijf in het buitenland de voorafgaande toelating van het toezichtsorgaan. Om deze toelating te vragen moeten de personeelsleden op eigen initiatief contact opnemen met het orgaan dat toezicht heeft op het personeel, zulks uiterlijk één week vóór de datum vastgelegd voor hun vertrek naar het buitenland; zij moeten aan de geneesheer-controleur een attest afgeven van hun huisdokter waarbij het voorstel tot verblijf in het buitenland gerechtvaardigd wordt.

Art. 7. Het wegens ziekte of gebrekkigheid voor een enkele dag afwezig personeelslid moet zijn inrichtingshoofd of centrumdirecteur of hiërarchische meerdere verwittigen overeenkomstig artikel 4 van dit decreet en op zijn woonplaats of verblijfplaats ter beschikking van de geneesheer-controleur blijven. Het inrichtingshoofd of de centrumdirecteur of hiërarchische meerdere moet op dezelfde dag het toezichtsorgaan op de hoogte brengen door middel van een dienstkaart waarvan het model door de Franse Gemeenschap wordt vastgesteld.

Art. 8. Behoudens bij behoorlijk gerechtvaardigde overmacht is het zieke personeelslid dat onder spontaan toezicht staat, verplicht reeds op de eerste dag afwezigheid naar het toezichtsorgaan te bellen.

Deze verplichting belet het personeelslid niet om zijn inrichtingshoofd, centrumdirecteur of hiërarchische meerdere te verwittigen en hij moet zijn afwezigheid door een overeenkomstig de artikelen 5 en 6 opgemaakt geneeskundig attest laten dekken.

Het onder spontaan toezicht stellen van een personeelslid door het bevoegde bestuur van de Franse Gemeenschap gebeurt ofwel uit eigen beweging, of wel op voorstel van het inrichtingshoofd, de centrumdirecteur of de hiërarchische meerdere.

De met redenen omklede beslissing tot het onder spontaan toezicht stellen wordt door het bevoegde bestuur van de Franse Gemeenschap per aangetekende brief ter kennis van het betrokken personeelslid gebracht.

Het toezichtsorgaan mag uit eigen beweging of op verzoek van het personeelslid het bevoegde bestuur van de Franse Gemeenschap voorstellen de maatregel inzake spontaan toezicht op te heffen.

Art. 9. De toezichtsonderzoekingen gebeuren op de woon- of verblijfplaats van het zieke personeelslid. Het toezichtsorgaan hoeft het toezichtsonderzoek niet aan te kondigen.

De personeelsleden die de toelating hebben om hun woon- of verblijfplaats te verlaten kunnen door het toezichtsorgaan worden opgeroepen om zich voor een toezichtsonderzoek aan te melden.

Art. 10. Indien een geneesheer-controleur de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid gerechtvaardigd acht, deelt hij onmiddellijk de betrokkene zijn beslissing mee.

Indien de geneesheer-controleur een afwezigheid niet of niet meer geneeskundig verantwoord acht, gelast hij het betrokken personeelslid het werk te hervatten op de eerste werkdag die op zijn beslissing volgt.

Hij verzoekt de betrokkene om het document dat zijn beslissing bevat en waarvan het model door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt vastgesteld, mede te ondertekenen.

Art. 11. Onverminderd een gebeurlijk beroep bij de rechtscolleges van de rechterlijke orde neemt een personeelslid, dat de mening toegedaan is dat hij door de beslissing van de geneesheer-controleur werd benadeeld, contact op met de huisdokter van het personeelslid om een beslissing in der minne te bewerken.

Art. 12. Bij gebrek aan akkoord tussen de twee in artikel 11 bedoelde artsen wordt een deskundige arts in gemeen overleg door het toezichtsorgaan en de huisdokter van het betrokken personeelslid of diens vervanger aangesteld.

De deskundige mag in geen geval als geneesheer-controleur in dienst van het toezichtsorgaan zijn of geweest zijn.

De geneeskundige onderzoekingen voor expertise gebeuren ten huize van de deskundige arts indien het personeelslid in staat is om zich te verplaatsen.

Art. 13. De deskundige onderzoekt het personeelslid binnen de twee werkdagen die volgen op het in artikel 12 bedoelde beroep.

Het personeelslid mag begeleid worden door zijn huisdokter of diens vervanger.

De huisdokter of diens vervanger mag zich door een te dien einde vastgesteld collega doen vertegenwoordigen.

Na afloop van het onderzoek deelt de deskundige onmiddellijk en schriftelijk de betrokkene zijn beslissing mee.

Art. 14. Indien de deskundige arts de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid niet of niet meer verantwoord acht, hervat het personeelslid het werk op de eerste werkdag die op de beslissing volgt.

Art. 15. De procedure in beroep schort de beslissing van de geneesheer-controleur op.

Art. 16. De erelonen van de deskundige geneesheer, alsmede die van de huisdokter of diens vervanger, komen ten laste van de verliezende partij. Voor de huisdokter gaat het om het deel van de erelonen tegen het conventietarief dat niet door het ziekenfonds wordt bekostigd.

Art. 17. Elk beroep voor de rechtscolleges van de rechterlijke orde schort de beslissing van de geneesheer-controleur of van de deskundige arts op.

Art. 18. Ingeval de beslissing van het betrokken rechtscollege ongunstig is voor het personeelslid en kracht van gewijsde gekregen heeft, wordt het personeelslid ter beschikking gesteld wegens persoonlijke aangelegenheden vanaf de datum van het einde van de ziekte, vastgesteld door het rechtscollege, tot de datum van hervatting van het ambt wanneer het gaat om een vastbenoemd of een in vast verband aangeworven personeelslid.

De andere personeelsleden worden beschouwd als afwezig zonder reglementaire rechtvaardiging en worden daarvoor niet bezoldigd of gesubsidieerd.

Art. 19. De kraamverloven geven aanleiding tot het indienen, bij het toezichtsorgaan, van een geneeskundig attest dat de vermoedelijke datum van de bevalling preciseert.

Dit attest wordt bij wijze van inlichting verstrekt.

Art. 20. De niet-inachtneming van de bepalingen van de artikelen 2 t/m 19 van dit decreet heeft tot gevolg dat de afwezigheid van het personeelslid onregelmatig is en het verlies van het recht op de wedde of de weddetoelage tot gevolg heeft voor die periode van afwezigheid.

Behoudens bij behoorlijk gerechtvaardigde overmacht betaalt elk personeelslid dat zijn woon- of verblijfplaats niet mag verlaten, maar afwezig is bij het bezoek van de geneesheer-controleur, diens verplaatsingskosten volgens het voor geconventioneerde artsen van kracht zijnde tarief. Deze kosten zullen van hem door het bevoegde bestuur van de Franse Gemeenschap worden teruggevorderd.

Art. 21. Het inrichtingshoofd, de centrumdirecteur of de hiërarchische meerdere die een misbruik inzake ziekte- of gebrekkigheidsverlof zou kennen, is ertoe verplicht zulks aan het bevoegde bestuur van de Franse Gemeenschap mee te delen.

Art. 22. Artikel 7 van het decreet d.d. 27 december 1993 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, gezondheid, onderwijs en begroting wordt opgeheven.

Art. 23. In artikel 20, § 5, van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden « lestijden-leraars » worden door de woorden « Vierentwintig lestijden-leraars ten hoogste » vervangen.

2^o De paragraaf wordt met de volgende leden aangevuld: « De in lid 1 bedoelde overheveling van lestijden-leraar houdt op facultatief te zijn voor de inrichting die gedurende drie opeenvolgende schooljaren een dergelijk stelsel toepaste om een bijkomend ambt van opvoeder of sociaal assistent met volledige prestaties op te richten.

Lid 2 houdt op van toepassing te zijn op het ambt van sociaal assistent wanneer het betrokken personeelslid op rust wordt gesteld, ontslag neemt of een affectatiewijziging of een overplaatsing geniet.

Voor de toepassing van de statuutsbepalingen wordt in geen geval een onderscheid gemaakt tussen de opvoeders naargelang het ambt dat zij uitoefenen in het leven wordt geroepen of gesubsidieerd wordt krachtens artikel 3 van het koninklijk besluit d.d. 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulp personeel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 61 d.d. 20 juli 1982.

Geen enkele benoeming mag definitief toegekend worden in een ambt met onvolledige prestaties dat op grond van lid 1 in het leven werd geroepen. »

Art. 24. In artikel 22, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « op de eerste schooldag van het tweede kwartaal » vervangen door de woorden « uiterlijk op de daaropvolgende 15e januari ».

Art. 25. De artikelen 14 en 14bis van het besluit van de Executieve d.d. 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden opgeheven.

Art. 26. Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 23. Wanneer er een positief of negatief verschil van meer dan 10 % bestaat tussen het totaal aantal op 1 oktober ingeschreven leerlingen en het totaal aantal leerlingen, verkregen op grond van de bepalingen van artikel 22, is het totaal aantal lestijden-leraars het wiskundig gemiddelde van het totaal aantal lestijden-leraars, verkregen op grond van de bepalingen van artikel 22, en van het totaal aantal lestijden-leraars, verkregen op grond van het aantal leerlingen ingeschreven op de eerste werkdag die op 1 oktober volgt.

Voor de toepassing van het vorig lid wordt het verschil vastgesteld per inrichting voor het gemeenschapsonderwijs en het vrij gesubsidieerd onderwijs, per geheel van inrichtingen georganiseerd door dezelfde inrichtende macht op het grondgebied van dezelfde gemeente voor het officieel gesubsidieerd onderwijs.

Zelfs indien de telling op 1 oktober een verschil van meer dan 10 % doet blijken, worden de in de maand september te organiseren lestijden-leraars vastgesteld op grond van de bij toepassing van artikel 22 uitgevoerde telling.

De grenzen voor de overdrachten van de bij artikel 20 vastgestelde lestijden worden na rechtzetting van de tusseraantallen berekend in dezelfde verhouding als de rechtzetting van het totaal aantal lestijden-leraars ».

Art. 27. Artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 297 d.d. 31 maart 1994 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, vervangen door het decreet d.d. 19 juli 1993 betreffende het einde van de loopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, wordt met het volgende lid aangevuld :

« In geval van fusie van inrichtingen mag de Regering de in lid 1 vastgestelde leeftijdsgrens verlagen ».

Art. 28. Artikel 10 van hetzelfde besluit, vervangen door het decreet d.d. 19 juli 1993, wordt met het volgende lid aangevuld :

« In geval van fusie van inrichtingen mag de Regering de in lid 1 vastgestelde leeftijdsgrens verlagen ».

Art. 29. Artikel 10bis van hetzelfde besluit, vervangen door het decreet d.d. 19 juli 1993, wordt met het volgende lid aangevuld :

« In geval van fusie van inrichtingen mag de Regering de in lid 1 vastgestelde leeftijdsgrens verlagen ».

Art. 30. In artikel 10ter van hetzelfde besluit, vervangen door het decreet d.d. 19 juli 1993, worden de volgende leden toegevoegd: « Het in lid 1 bedoelde personeelslid, ter beschikking gesteld om persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen, wordt door de Minister of diens afgevaardigde ertoe gemachtigd een winstgevend bezigheid uit te oefenen onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden en met toepassing van de onverenigbaarheden.

Deze bezigheid mag echter niet in het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerd onderwijs of in de psycho-medisch-sociale centra uitgeoefend worden.

Het personeelslid moet de Minister of diens afgevaardigde in kennis stellen van elke inkomenswijziging die een vermindering of een afschaffing van zijn wachtgeld tot gevolg kan hebben ».

Art. 31. Een artikel *7bis* dat luidt als volgt, wordt in bovenvermeld decreet d.d. 19 juli 1993 ingevoegd:

« § 1. Een artikel *10quinquies*, dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

Artikel *10quinquies*: De in artikel 7 bedoelde personeelsleden, in actieve dienst of ter beschikking wegens ziekte, die het voordeel genieten van de bepalingen van artikel *10ter* mogen op hun verzoek het voordeel van de bepalingen van artikel 8 of van artikel 10 of van artikel *10bis*, onder de door deze artikelen vastgestelde voorwaarden genieten.

Aan het door dit artikel bedoelde personeelslid dat om de toepassing van artikel 10 of *10bis* verzoekt, wordt tijdens de duur van zijn terbeschikkingstelling een wachtwedde of een wachtweddetoelage toegekend die 75 t.h. bedraagt van de laatste wedde of weddetoelage in actieve dienst die hij zou verkregen hebben indien hij zijn prestaties was blijven uitoefenen vóór zijn deeltijdse terbeschikkingstelling tot de dag vóór de toepassing van artikel 10 of *10bis*.

Voor het door dit artikel bedoelde personeelslid dat om de toepassing van artikel 8, in afwijking van artikel 8, 4e lid, verzoekt, dient verstaan te worden onder « laatste activiteitswedde » de laatste wedde of weddetoelage in actieve dienst die hij zou verkregen hebben indien hij zijn prestaties was blijven uitoefenen voor zijn deeltijdse terbeschikkingstelling tot aan de dag vóór de toepassing van artikel 8 ».

« § 2. Een artikel *10sexies* dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd:

Artikel *10sexies*: Alleen de in artikel 7 bedoelde personeelsleden, die vast benoemd of in vast verband aangeworven zijn of wier benoeming erkend is daar waar deze erkenning bestaat, tegelijkertijd in een hoofdamt en een bijbetrekking, mogen een terbeschikkingstelling om persoonlijke aangelegenheden genieten die aan het rustpensioen voorafgaat, bij toepassing van de artikelen 8, 10 en *10bis* van dit besluit, voor de bijbetrekking die zij uitoefenen ».

Art. 32. Voor het schooljaar 1994-1995 zijn niet van toepassing :

1° artikel 13 van het koninklijk besluit nr. 460 d.d. 17 september 1986 tot vaststelling van het rationalisatie- en programmatieplan voor het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type;

2° artikel 17, § 5 van de wet d.d. 18 februari 1977, zoals gewijzigd bij artikel 17 van bovenvermeld koninklijk besluit nr. 460.

Voor het schooljaar 1994-1995 mag de vervanging van een afdeling voor hoger onderwijs van het korte type, bedoeld in artikel 11 van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, slechts gebeuren voor de in 1993-1994 door de inrichtende macht georganiseerde afdelingen, op gunstig advies van de Vaste Raad voor het hoger onderwijs en na instemming van de Regering.

Art. 33. In artikel 42, § 1, 8° van het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs worden de woorden « een betrekking bekleden die niet meer moet onderworpen worden aan reëffectatie en wedertewerkstelling » ingevoegd vóór de woorden « een anciënniteit tellen... ».

Art. 34. In artikel 47, § 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° onder 1° worden de woorden « Komen enkel in aanmerking de diensten bewezen vanaf de leeftijd van 21 jaar voor de wervingsambten in het kleuteronderwijs en in het lager onderwijs, vanaf de leeftijd van 23 jaar voor de wervingsambten in het secundair onderwijs van de lagere graad, en vanaf de leeftijd van 25 jaar voor de wervingsambten in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs buiten de universiteit » geschrapt;

2° onder 2° worden de woorden « het kraamverlof en het onthaalverlof met het oog op adoptie en pleegvoogdij of uitzonderlijke verloven toegekend overeenkomstig de van kracht zijnde regeling » na het woord « paasvakantie » ingevoegd.

Art. 35. Bijlage 1 van het organiek decreet d.d. 21 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt als volgt aangepast, onder de rubriek « Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming » wat het voorwerp van de toegelaten uitgaven betreft.

Punt 6 : Globale dotatie voor werkingsuitgaven en bezoldiging.

Punt 7 : Toelage voor werkingsuitgaven en bezoldiging.

Punt 8 : Toelage voor werkingsuitgaven en bezoldiging.

Art. 36. In artikel 110, lid 2, van het decreet d.d. 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs worden de woorden « voor de in artikel 34, § 1, 1° en 2° bedoelde prioriteit » geschrapt.

Art. 37. Artikel 16, § 2 van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs wordt opgeheven.

Art. 38. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1994 met uitzondering van de artikelen 2 t/m 21, die op 1 januari 1995 in werking treden, en van de artikelen 24, 25, 26 en 30 die op 1 oktober 1994 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 december 1994.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Openbaar Ambt, Kinderzorg en Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,

Ph. MAHOUX